



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport

Manuel



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport

Manuel

Publié en 2016
par l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

Tous droits réservés

Crédits photographiques

UNESCO/Florent Pervillé

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	5
INTRODUCTION.....	7
I. QUEL EST L'OBJET DU FONDS ?	7
II. QUI PEUT SOUMETTRE UNE DEMANDE ?	8
III. QUELS SONT LES DOMAINES PRIORITAIRES DU FONDS ?	10
IV. COMMENT CONTRIBUER AU FONDS ?	12
V. COMMENT LES ÉTATS PARTIES FORMULENT-ILS LES DEMANDES DE FINANCEMENT ?	13
VI. EXISTE-T-IL DES CONDITIONS OU RESTRICTIONS ?	15
VII. APPROBATION DES DEMANDES : COMMENT L'UNESCO GÉRERA-T-ELLE LE FONDS ?	17
VIII. QUE SE PASSE-T-IL LORSQU'UN PROJET EST APPROUVÉ ?.....	19
IX. QUELLES SONT LES ÉTAPES QUI SUIVENT LA FIN D'UN PROJET ?	20
GLOSSAIRE	21
MODÈLES DE DOCUMENTS	23
ANNEXE 1 : RÉOLUTION 1 CP/7	45
ANNEXE 2 : RÉOLUTION 2CP/4.3	47
ANNEXE 3 : RESOLUTION 3CP/6.3	49
ANNEXE 4 : RÉOLUTION 5CP/7	50

AVANT-PROPOS



Il est passionnant d'assister à de grands moments du sport, qui offrent des démonstrations extraordinaires et inoubliables de prouesses physiques et mentales. Les hommes et les femmes qui nous éblouissent par leurs compétences sportives sont source de joie pour un nombre incalculable de gens à travers le monde. Les Jeux olympiques et paralympiques illustrent admirablement la soif commune d'exceller dans un esprit de respect et d'énergie positive.

Cependant les manifestations sportives de haut niveau sont parfois ternies par la pratique du dopage, contraire à l'esprit sportif et dangereuse pour la santé. C'est un bien triste spectacle que de voir un champion admiré être dépouillé d'une médaille ou d'un titre et couvert de honte après s'être fait prendre à utiliser des drogues destinées à améliorer ses performances.

De tels incidents sapent la confiance du public envers le sport et, au bout du compte, affectent la capacité de celui-ci à favoriser les liens sociaux essentiels que sont le respect et la compréhension mutuels. C'est là un motif de préoccupation particulier pour l'UNESCO, car ces valeurs sont au cœur de la mission de construction de la paix dont cette institution est investie.

La Convention internationale contre le dopage dans le sport est un mécanisme vital parmi les efforts menés à l'échelle mondiale pour éliminer l'usage des drogues dans le sport. Depuis son entrée en vigueur, en 2007, plus de 160 pays ont aligné leur législation et leurs politiques avec la Convention, ce qui aide les gouvernements du monde entier à agir de concert, entre eux et avec le mouvement sportif, afin d'en finir avec le dopage.

Il reste du travail à faire. L'usage illicite des drogues destinées à accroître la force et l'endurance est encore trop présent dans les milieux athlétiques, et il apparaît que la capacité d'action des gouvernements a été réduite par la crise financière mondiale.

Le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport, créé par l'article 17 de la Convention, a été conçu pour faire en sorte que tous les gouvernements soient en mesure de jouer un rôle actif pour faire disparaître le dopage du sport. Un financement spécifique a été réservé pour aider les États parties à mettre en œuvre la Convention. Cette assistance peut être utilisée pour des programmes d'éducation préventive, pour l'alignement de la législation, de la réglementation ou des politiques avec la Convention ou pour d'autres activités qui aideront les États à développer leurs capacités en matière d'antidopage.

En mobilisant des ressources financières et en identifiant les bonnes pratiques et les besoins, l'UNESCO entend assurer le succès de la lutte contre le dopage. J'encourage fortement les États parties à suivre les conseils techniques figurant dans le présent manuel et à demander une assistance.

A handwritten signature in black ink, reading 'Irina Bokova' in a cursive style.

Irina Bokova

INTRODUCTION

La Convention apporte deux contributions importantes au monde du sport. Elle offre en effet un mécanisme qui lie les gouvernements en faveur de la lutte contre le dopage dans le sport et complète le Code mondial antidopage et les actions entreprises par l'AMA et le mouvement sportif. Elle fournit également les ressources financières nécessaires pour atteindre son objectif suprême – promouvoir la prévention du dopage dans le sport et la lutte contre ce phénomène, en vue d'y mettre un terme.

La création du Fonds était une décision pragmatique. Durant l'élaboration de la Convention, il était clair qu'un certain nombre de gouvernements auraient besoin d'aide pour lutter contre le dopage dans le sport. Une aide à la formulation de politiques et la mise en commun des meilleures pratiques, ainsi que diverses formes d'assistance, notamment d'un soutien technique, étaient nécessaires. La mise en place d'un appareil ou d'institutions antidopage pouvait également être nécessaire. Dans le même temps, l'UNESCO était consciente que les gouvernements du monde entier devaient gérer des ressources financières limitées. En matière d'allocations budgétaires, en effet, il existe toujours des priorités concurrentes. Quelle que soit l'importance que l'UNESCO accorde à l'antidopage, celui-ci ne doit pas distraire ou détourner les investissements de la réalisation de l'Éducation pour tous et du Programme de développement durable. Un mécanisme a donc été mis en place pour permettre aux États parties d'obtenir une assistance technique et financière qui les aide à satisfaire aux obligations que leur impose la Convention.

La Conférence des Parties à la Convention a pris un certain nombre de décisions à propos du Fonds. Durant cinq sessions, elle a affiné les critères, les conditions et les procédures de soumission des demandes au Fonds¹. Le montant des financements disponibles pour les projets tant nationaux que sous-régionaux, interrégionaux et régionaux a été accru. Toutefois, les trois domaines prioritaires d'investissement des ressources du Fonds identifiés conformément à l'article 30 1(c) de la Convention sont inchangés depuis la première session.

Le présent document présente le mode d'allocation des ressources du Fonds, qui procède des décisions prises par la Conférence des Parties à ses quatre sessions (voir annexe 1 : résolution 1CP/7, annexe 2 : résolution 2CP/4.3, annexe 3 : résolution 3 CP/6.3 et annexe 4 : résolution 5CP/7). Il vise à mieux préciser, en particulier, le processus de soumission des demandes par les États parties.

¹ Première session de la Conférence des Parties (5-7 février 2007), deuxième session (26-28 octobre 2009), troisième session (14-15 novembre 2011), quatrième session (19-20 septembre 2013) et cinquième session (29-30 octobre 2015).

I. QUEL EST L'OBJET DU FONDS ?

L'objet principal du Fonds est d'aider les États parties à se conformer aux obligations qui leur incombent au titre de la Convention². Comme le prévoit l'article 18 de celle-ci, **les ressources du Fonds sont allouées pour aider les États parties à élaborer et mettre en œuvre des programmes antidopage conformément aux dispositions de la Convention**. D'une manière générale il s'agit de programmes renforçant (1) les activités antidopage au niveau national, (2) la coopération internationale, (3) l'éducation et la formation et (4) la recherche. Il s'agit là des quatre principaux domaines thématiques de la Convention, qui imposent un certain nombre d'obligations aux États parties. Des domaines de priorité plus spécifiques ont cependant été formulés par la suite, lors de la première session de la Conférence des Parties.

Alignement avec les objectifs de l'Agence mondiale antidopage (AMA)

L'article 18 de la Convention dispose également que les objectifs de l'AMA doivent être pris en compte pour l'utilisation et la gouvernance du Fonds. L'intention qui sous-tend cette disposition est que **tous les projets relevant du Fonds complètent ceux qui sont mis en œuvre dans le cadre du Programme mondial antidopage, dont la responsabilité d'ensemble est confiée à l'AMA**. Cet article de la Convention procède également d'un souci implicite d'éviter les doubles emplois. Il importe que des ressources limitées soient utilisées de la manière la plus efficace dans la lutte contre dopage dans le sport. L'AMA a donc été invitée à prêter son concours au Comité d'approbation chargé de l'allocation des fonds.

² *Le Fonds doit également servir à couvrir certains des coûts de fonctionnement de la Convention tels qu'approuvés par la Conférence des Parties.*

II. QUI PEUT SOUMETTRE UNE DEMANDE ?

L'article 18 de la Convention, et les résolutions 1CP/7, 2CP/4.3, 3CP/6.3 et 5CP/7 adoptées par la Conférence des Parties sont très précis quant aux bénéficiaires des ressources du Fonds. **Celles-ci sont réservées aux États parties.** Seuls les gouvernements qui ont ratifié, accepté, approuvé ou accédé à la Convention et qui, ce faisant, se sont juridiquement engagés à se conformer à toutes ses dispositions bénéficient d'une assistance en vue de sa mise en œuvre.

Aide en vue de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la Convention ou l'accession à celle-ci

Si des États membres de l'UNESCO demandent une assistance en vue de leur adhésion à la Convention, qui fera d'eux des États parties, le Secrétariat de la Convention est en mesure de fournir conseils et assistance technique. Cependant, aucune contribution financière ne sera versée à cette fin aux États membres au titre du Fonds.

III. QUELS SONT LES DOMAINES PRIORITAIRES DU FONDS ?

La Conférence des Parties a identifié trois domaines prioritaires pour l'allocation des ressources du Fonds. La première priorité était liée aux **projets d'éducation centrés sur la jeunesse et les organisations sportives**. L'importance accordée à l'éducation est telle qu'il a été convenu que la moitié des ressources du Fonds devait être allouée à des projets relevant de ce domaine. En deuxième lieu, les États parties ont la possibilité de demander une assistance revêtant la forme d'une **aide à la formulation de politiques**, terme relativement large qui recouvre l'élaboration d'une législation, d'une réglementation, de politiques et de pratiques administratives visant à satisfaire aux obligations fixées par la Convention. En troisième lieu, un financement est disponible pour des **programmes de tutorat et de développement des capacités**.

Ces priorités resteront en vigueur jusqu'à la sixième session de la Conférence des Parties, prévue pour le dernier trimestre de 2017.

États parties les moins avancés ou à faible revenu

La Conférence des Parties a demandé qu'une priorité soit accordée aux **projets renforçant les capacités des États parties les moins avancés ou à faible revenu**. Les demandes provenant d'États parties comptant parmi les moins développés ou de pays à faible revenu selon la définition du Comité des politiques de développement du Conseil économique et social des Nations Unies sont fortement encouragées, compte tenu notamment du fait qu'il s'agissait là de l'un des principaux objectifs sous-jacents à la création du Fonds.

Exemples de projets possibles

Il est difficile pour l'UNESCO de donner des indications sur les types de projets appropriés ou susceptibles d'être approuvés. En dernière analyse, ces décisions seront prises par un Comité d'approbation composé de représentants d'États parties et de l'AMA, ainsi que de fonctionnaires de l'UNESCO. Le fait de présenter une liste d'exemples comporte également le risque d'étouffer la créativité et de dissuader les États parties de concevoir des approches novatrices. La valeur des projets dépendra des besoins spécifiques de chaque État partie. C'est dans cet esprit que le Secrétariat de la Convention a mis au point une série de dépliants présentant les bonnes pratiques, afin d'inspirer les États parties et d'encourager le partage d'informations par-delà les frontières. Pour de plus amples informations, voir le chapitre V (Comment les États parties formulent-ils les demandes de financement ?).

L'harmonisation demeure généralement l'un des principaux objectifs de la Convention. Certains thèmes centraux ou certaines activités pourraient contribuer à faire progresser la lutte contre le dopage dans le sport. On trouvera ci-dessous plusieurs idées dont les États parties pourront s'inspirer.

Éducation

Il existe de nombreuses possibilités dans le domaine de l'éducation. Par ailleurs, bon nombre de matériels de qualité ont déjà été élaborés et pourraient aisément être adaptés. Une bonne idée pourrait consister à commencer par la traduction, le comarquage, l'impression et la diffusion des ressources existantes (y compris les documents de l'UNESCO relatifs à l'antidopage ou les ressources du Programme de partage de contenu de l'AMA). Une fois que divers éléments seront disponibles en langue locale, on pourra identifier d'autres domaines dans lesquels des besoins se font sentir.

Plusieurs projets qui ont reçu un financement de l'UNESCO étaient destinés aux athlètes et au personnel qui les encadre. Des ateliers ont été organisés pour informer les uns et les autres de leurs droits et obligations et pour les sensibiliser aux substances et méthodes interdites, aux procédures de contrôle antidopage et aux aspects pertinents du Code. Il importe également de les informer des risques que peut présenter l'utilisation de compléments nutritionnels. Une autre option consiste à mener des campagnes plus larges de sensibilisation du grand public aux conséquences éthiques et sanitaires du dopage. Il est ensuite nécessaire d'attirer l'attention des jeunes, en particulier au moyen de programmes éducatifs fondés sur les valeurs (ce que souligne aussi le Code mondial antidopage de l'AMA – article 18). Somme toute, ce sont eux qui représentent l'avenir du sport. Il pourrait être souhaitable de commencer par les jeunes athlètes et les compétitions sportives scolaires avant de s'adresser à l'ensemble de la communauté sportive. L'UNESCO a déjà élaboré un matériel didactique destiné à ces publics, qui peut être fourni gratuitement dans les six langues officielles de l'Organisation.

Aide à la formulation de politiques

Un certain nombre d'États parties pourraient tirer profit de conseils de haute qualité dispensés par un spécialiste, un consultant ou un professionnel du droit sur les approches politiques les plus propres à assurer le respect des diverses dispositions de la Convention. Les politiques possibles peuvent varier d'un État partie à l'autre, selon le cadre législatif ou réglementaire existant et le degré d'implication directe des pouvoirs publics dans la lutte contre le dopage dans le sport. Si l'UNESCO peut fournir des conseils et une assistance technique, les États parties n'en devraient pas moins se pourvoir aussi d'une aide spécifique. Il pourrait ainsi être utile de prendre conseil en vue de la rédaction ou de l'élaboration d'une législation, d'une réglementation, de politiques ou de pratiques administratives visant à restreindre l'accès aux substances et aux méthodes prohibées afin de lutter contre leur utilisation dans le sport. Les conseils pourraient également porter sur les mesures de lutte contre le trafic, sur les moyens de contrôler la production, les mouvements, l'importation, la diffusion et la vente de ces produits, sur la meilleure attitude à adopter envers le personnel d'encadrement des athlètes qui facilite le dopage ou sur les moyens les plus propres à encourager les meilleures pratiques en matière de commercialisation ou de distribution des compléments nutritionnels.

Tutorat et renforcement des capacités

Le Fonds offre une occasion de renforcer la coopération et l'échange d'information entre les États parties. Il pourrait être utilisé pour accroître les échanges entre les États parties disposant d'une expertise importante dans le domaine de l'antidopage et d'autres États parties, par exemple en organisant des séminaires, des conférences et des cours de formation ou en apportant une assistance technique. Le Fonds pourrait également être utilisé pour le renforcement institutionnel, ce qui se traduirait par la création d'organisations nationales antidopage.

IV. COMMENT CONTRIBUER AU FONDS ?

Les ressources du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport proviennent de contributions volontaires des États membres de l'UNESCO, d'institutions et de programmes du système des Nations Unies, d'autres organisations internationales, d'organismes privés ou publics, de particuliers, ainsi que des revenus générés par les activités de collecte de fonds.

Les parties intéressées qui souhaiteraient contribuer au Fonds peuvent se renseigner auprès du Secrétariat de la Convention ou consulter la page « Contribuer au Fonds » du site Web du Fonds³.

³ Rendez-vous sur <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/anti-doping/fund-for-the-elimination-of-doping-in-sport/donors/>

V. COMMENT LES ÉTATS PARTIES FORMULENT-ILS LES DEMANDES DE FINANCEMENT ?

La Conférence des Parties a fixé que **les demandes d'assistance formulées au titre du Fonds devaient transiter par la commission nationale pour l'UNESCO** ou par un canal officiel désigné, comme le ministère chargé des sports. Cependant, à défaut de commission nationale, les demandes pourront être transmises par une voie officielle désignée, par exemple par le ministère chargé des sports. Dans l'exercice de cette fonction, ces organisations sont souvent désignées dans le présent manuel comme « le demandeur ».

Les commissions nationales ont été choisies afin qu'il y ait dans chaque État partie un seul point de contact. Ces organismes ont, en outre, une expérience considérable du travail mené aux côtés de l'UNESCO pour l'exécution de programmes et connaissent bien les systèmes et les exigences de cette dernière. On ne saurait attendre de toutes les commissions nationales qu'elles disposent d'une grande expérience dans le domaine de l'antidopage ou de la conception de projets susceptibles de recevoir une assistance au titre du Fonds. Aussi leur fonction sera-t-elle principalement de coordination, garantissant que le projet est réalisé conformément à la demande initiale. Les commissions nationales auront également l'obligation de soumettre un état financier détaillé et certifié et un rapport d'évaluation détaillé à la clôture du projet.

L'un des objectifs de la Convention est de faire en sorte que les gouvernements soient activement engagés dans la lutte contre le dopage dans le sport. Sur cette base, les autorités gouvernementales sont encouragées à engager des projets et à soumettre directement à l'UNESCO leurs demandes de financement. Ces autorités gouvernementales auront les mêmes responsabilités que ci-dessus en matière de contrôle et de rapports. Elles seront responsables de l'achèvement du projet et de la soumission d'un état financier détaillé et certifié et d'un rapport d'évaluation détaillé à la clôture du projet.

Choisir le formulaire de demande approprié

Deux formulaires de demande sont fournis dans la section Modèles de document du présent manuel. Le premier formulaire de demande (AD:001) est destiné exclusivement aux projets nationaux. Le deuxième (AD:002A) a été spécifiquement conçu pour les projets sous-régionaux, interrégionaux ou régionaux. Ce formulaire doit également être accompagné d'au moins trois lettres de soutien émanant d'autres gouvernements concernés par le projet (formulaire AD:002B). Il conviendra de procéder à des consultations approfondies lors de l'élaboration de tout projet sous-régional, interrégional ou régional. Les lettres de soutien devraient ainsi émaner des gouvernements participants en plus du pays qui soumet la demande. Ces consultations sont également destinées à éviter les doubles emplois ou le chevauchement de projets⁴.

⁴ *Un seul projet sous-régional, interrégional ou régional impliquant les mêmes États parties ou les États similaires sera financé à la fois. Si plus d'un projet sous-régional, interrégional ou régional impliquant les mêmes États parties ou des États parties similaires est soumis au Secrétariat de la Convention, le Comité d'approbation prendra en compte les projets dans leur ordre de réception.*

Informations devant figurer dans la demande

Le formulaire de demande est destiné à fournir des informations sur le projet déposé. Une description du projet est nécessaire, ainsi qu'un exposé général des objectifs à atteindre et des groupes visés par le projet. Des informations sur les organisations consultées au cours de l'élaboration du projet sont également demandées. À cet égard, il importera d'impliquer celles qui ont une expérience dans le domaine du sport et, en particulier, de l'antidopage. Le Demandeur devra fournir un plan de travail détaillé comportant toutes les dates importantes et la durée du projet. Enfin, un budget ventilé est requis, définissant en dollars des États-unis les coûts prévus de chaque élément spécifique.

Exemples à suivre pour la formulation des demandes

Afin d'aider les États parties dans les premières étapes de leur demande, le Secrétariat de la Convention a élaboré une fiche d'information passant en revue chacune des sections du formulaire et offrant des exemples de contenu pour les remplir. Cette fiche est disponible dans les six langues de l'Organisation, en format électronique et papier. Elle est à utiliser en complément du Manuel.

Le Secrétariat de la Convention a également mis au point une infographie qui met en avant, en matière d'éducation antidopage, une approche fondée sur les valeurs, ainsi qu'une série de dépliants sur les bonnes pratiques, afin d'inspirer de nouvelles demandes et de faciliter le partage d'informations. L'infographie et les deux premières éditions du dépliant sont disponibles dans les six langues de l'Organisation, en format électronique et papier.

Authentification de la demande

Le formulaire de demande doit être revêtu d'une signature autorisée. Chaque demande de projet doit être datée et porter le cachet et la signature de l'autorité responsable au sein de la commission nationale pour l'UNESCO ou de l'autorité gouvernementale.

Délai de dépôt des demandes

Deux périodes sont prévues chaque année pour présenter des demandes. Les États parties sont informés des dates limites de dépôt de candidature au moyen de communications adressées aux délégations permanentes auprès de l'UNESCO et aux commissions nationales pour l'Organisation.

VI. EXISTE-T-IL DES CONDITIONS OU RESTRICTIONS ?

Contributions financières ou en nature

La Conférence des Parties a fixé que **les États parties doivent contribuer sous une forme ou sous une autre aux projets** pour lesquels ils sollicitent un financement. En d'autres termes, le Fonds ne financera pas la totalité des coûts d'un projet. Les États parties doivent apporter au projet une contribution financière ou non financière raisonnable. Des formes acceptables de contributions non financières peuvent notamment consister à affecter au projet des ressources en personnel et/ou utiliser ou mettre à sa disposition des équipements et espaces de bureau afin d'aider à la réalisation du projet.

Lors de la soumission des formulaires de demande, le demandeur sera prié de fournir des informations détaillées quant aux contributions monétaires ou en nature apportées au projet par l'État partie. À défaut de ces informations, le traitement de la demande pourra être retardé ou le formulaire retourné au demandeur.

Visibilité

Le demandeur doit également assurer la visibilité du financement apporté par le Fonds de l'UNESCO pour l'élimination du dopage dans le sport. Le soutien financier de l'UNESCO doit être mentionné dans toute déclaration publique du demandeur relative au projet et dans tout communiqué de presse, rapport, publication ou document imprimé. Un logo UNESCO spécifique a été conçu à cette fin. Son utilisation est soumise à l'approbation écrite préalable du Secrétariat de la Convention.

Montant maximal du financement disponible

Chaque demande soumise par un État partie pour un projet national ne doit pas excéder **20 000 dollars des États-Unis**. Le montant maximal de l'aide disponible pour chaque projet sous-régional, interrégional ou régional est de **50 000 dollars des États-Unis**.

À sa troisième session (14-15 novembre 2011), la Conférence des Parties a décidé que le versement des montants approuvés en faveur des États parties qui avaient adressé des demandes au Fonds ne pouvait être effectué que pour les États parties qui avaient soumis un rapport national en vertu de l'article 31 de la Convention (voir l'annexe 3 : résolution 3CP/6.3). Ces rapports devaient être soumis par le biais du système *Anti-Doping Logic* immédiatement avant chaque session de la Conférence des Parties. Le Secrétariat de la Convention pouvait aider les États parties à accéder au système *Anti-Doping Logic*, y compris en fournissant des mots de passe aux autorités nationales concernées.

À cette même session, la Conférence des Parties a également décidé que les montants alloués pour les frais de réception en tant que coûts directs pour chaque projet ne devaient **pas dépasser 10 %** de la contribution financière totale fournie par l'UNESCO.

À sa cinquième session (29-30 octobre 2015), la Conférence des Parties a décidé que lorsque les frais de réception n'étaient pas pris en charge, les indemnités journalières ne devaient pas dépasser 100 dollars des États-Unis par jour dans les budgets détaillés soumis par les États parties.

Responsabilité d'ensemble du projet

Le demandeur doit accepter d'assumer pleinement la responsabilité de la mise en œuvre du projet. Il doit s'assurer que le projet est réalisé conformément à la demande d'origine. Le demandeur a également la responsabilité de fournir un état financier détaillé et certifié et une évaluation détaillée au terme du projet. Dans certains cas, le projet peut être entrepris par une organisation autre que le demandeur, mais celui-ci n'en devra pas moins assumer la responsabilité financière et administrative du projet.

Un projet à la fois

Les États parties ne peuvent entreprendre qu'un projet à la fois. Aucune nouvelle aide financière ne sera fournie à un projet tant que le dernier projet financé au profit de l'État partie concerné n'aura pas été entièrement achevé. L'achèvement du projet suppose l'envoi au Secrétariat de la Convention d'un état financier détaillé et certifié et d'un rapport d'évaluation détaillé. Le Secrétariat de la Convention avisera par écrit le demandeur du succès de ces démarches et du fait que le projet est considéré comme achevé.

Nombre maximal de demandes

Chaque État partie peut soumettre au maximum trois demandes au cours de l'exercice biennal 2016-2017. Ces trois projets peuvent consister en des activités nationales et/ou sous-régionales, interrégionales ou régionales, ou en une combinaison de ces formules.

Ordre de priorité des projets

S'il est loisible aux États parties de soumettre plusieurs projets en même temps au Secrétariat de la Convention, un seul sera financé à la fois. Il est donc demandé aux États parties de classer leurs projets par ordre de priorité. Sur le formulaire de demande, le demandeur devra préciser le rang de priorité affecté au projet. Il est possible de changer cet ordre ultérieurement, lors de la soumission d'un autre projet ou par le biais d'une lettre officielle adressée par le demandeur au Secrétariat de la Convention.

VII. APPROBATION DES DEMANDES : COMMENT L'UNESCO GÉRERA-T-ELLE LE FONDS ?

Réception et évaluation des demandes

Le Secrétariat de la Convention accusera réception de toutes les demandes soumises à l'UNESCO. **Le demandeur en recevra notification, dans la mesure du possible dans un délai de 10 jours ouvrables** suivant la réception du premier formulaire de demande. Si le formulaire est incomplet, s'il comporte des omissions ou des imprécisions, ou si la demande n'est pas jugée conforme aux lignes directrices ou aux décisions de la Conférence des parties qui gère le Fonds, il pourra, à ce stade, être retourné au demandeur pour révision.

Le demandeur recevra une évaluation écrite de sa demande dans un délai de 20 jours ouvrables, si possible, après la date à laquelle il aura été accusé réception de celle-ci. Cette évaluation s'emploiera à mettre en évidence les points de la demande susceptibles d'être affinés pour mieux répondre aux objectifs du Fonds, améliorer l'efficacité du projet ou garantir un meilleur alignement sur les activités en cours dans le domaine de la lutte contre le dopage dans le sport. À ce stade, le demandeur pourra être invité à présenter une nouvelle demande qui tienne compte des conseils qui lui auront été donnés par le Secrétariat de la Convention.

Une fois la demande formellement évaluée par le Secrétariat de la Convention et amendée, s'il y a lieu, par le demandeur, il lui sera attribué un numéro d'identification unique et elle sera soumise pour approbation.

Approbation des demandes

Il a été créé un Comité d'approbation, chargé de se prononcer sur toutes les demandes soumises au Fonds. Ce Comité se compose de six représentants des États parties élus par la Conférence des parties sur la base d'une représentation géographique équitable. Les membres du Comité d'approbation doivent avoir une expérience et des connaissances reconnues dans le domaine de l'antidopage.

Le Comité d'approbation est appuyé par le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, et assisté, ces derniers agissant en qualité de consultants sans droit de vote, d'un représentant de l'AMA, d'un représentant du Secteur de l'éducation de l'UNESCO et d'un représentant du Secteur des relations extérieures et de l'information du public de l'UNESCO.

Réunions du Comité d'approbation.

Le Comité d'approbation se réunira régulièrement en session pour se prononcer sur les demandes soumises au Fonds. Ces réunions auront lieu au Siège de l'UNESCO. Le Comité d'approbation se réunira également hors session, si nécessaire, pour se prononcer sur les demandes.

Toutes les décisions du Comité d'approbation seront prises à la majorité simple.

Le Secrétariat de la Convention informera par écrit les demandeurs, dans la mesure du possible, dans un délai de dix jours ouvrables suivant la décision prise par le Comité d'approbation.

Rôle du Secrétariat de la Convention

Le Secrétariat de la Convention ne sera impliqué à aucun titre dans le processus d'approbation. Il sera responsable de la gestion de toutes les demandes et de l'administration, apportant en cela un appui au Comité d'approbation. Le Secrétariat de la Convention peut cependant formuler des conseils ou des recommandations à l'intention du Comité d'approbation.

Le Secrétariat de la Convention sera également responsable de la mise en œuvre de toutes les décisions prises par le Comité d'approbation. À cet égard, le Secrétariat de la Convention supervisera l'allocation des contributions financières, vérifiera que les fonds ont été utilisés pour la mise en œuvre du projet, examinera les rapports d'évaluation du projet et s'assurera de la réception d'un état financier détaillé correspondant aux activités réalisées.

Rapports

Le Comité d'approbation établira un rapport sur le fonctionnement du Fonds et sur les options concernant les priorités en matière d'affectation des ressources, en s'inspirant des résultats du système de suivi de la Convention et d'autres informations pertinentes, en vue de son examen par la Conférence des Parties à sa sixième session ordinaire, au dernier trimestre de 2017.

Le Secrétariat de la Convention établira également un rapport biennal sur les demandes d'assistance reçues, les projets soutenus et les résultats obtenus. Des états financiers annuels certifiés seront par ailleurs soumis à la Conférence des Parties et/ou à son Bureau. Ces documents seront disponibles sur le site antidopage de l'UNESCO.

VIII. QUE SE PASSE-T-IL LORSQU'UN PROJET EST APPROUVÉ ?

Tous les demandeurs recevront une notification écrite du Secrétariat de la Convention si leur projet est approuvé. Dans la mesure du possible, cette notification sera fournie dans un délai de 10 jours ouvrables après la décision du Comité d'approbation.

Contrat

Après décision du Comité d'approbation, un contrat, qui revêtira la forme d'un contrat d'allocation financière approuvée par des organismes intergouvernementaux, sera établi entre l'UNESCO et le demandeur. En conséquence, le demandeur sera prié de fournir au Secrétariat de la Convention des coordonnées et des informations bancaires précises.

Lorsque le projet comporte plusieurs phases d'activité distinctes, un paiement anticipé peut être effectué au début de chaque phase. Les demandes doivent donc définir des plans de travail détaillés faisant apparaître le coût de chaque élément constitutif du projet d'ensemble. En fonction de la portée ou de la durée du projet, des rapports intérimaires devront peut-être être présentés par le demandeur au Secrétariat de la Convention pour exposer les progrès réalisés au cours de chaque phase (formulaire AD :005).

Il ne sera procédé au dernier paiement qu'après réception de l'état financier et des pièces justificatives, ainsi que du rapport d'évaluation, comme indiqué à la section VIII du présent manuel.

Paiement

Le paiement sera effectué par virements bancaires à la commission nationale ou à l'autorité gouvernementale ayant soumis la demande.

Le Règlement financier de l'UNESCO ne permet aucun versement financier au nom d'une personne physique.

Monnaie de paiement

Les paiements se feront de préférence en dollars des États-Unis. Dans des circonstances exceptionnelles, et dans ce cas seulement, les paiements pourront être effectués dans une autre monnaie.

IX. QUELLES SONT LES ÉTAPES QUI SUIVENT LA FIN D'UN PROJET ?

Au terme de chaque projet le demandeur doit informer le Secrétariat de la Convention et s'acquitter de deux démarches importantes :

- (1) **Un rapport d'évaluation doit être fourni au Secrétariat de la Convention.** Ce rapport présentera les résultats des activités financées et les produits obtenus. Veuillez également soumettre toute la documentation pertinente (documents de projet, rapports de réunions, publications, cédéroms, coupures de presse, photographies, vidéos, etc.) ainsi que le rapport d'évaluation au Secrétariat de la Convention.

Un formulaire destiné à la soumission du rapport d'évaluation (AD:005) est fourni dans la section Modèles de documents du présent Manuel.

- (2) **Un état financier détaillé et certifié doit être fourni au Secrétariat de la Convention** à la fin du projet. Ce document financier doit être accompagné de **toutes les pièces justificatives originales – factures et reçus – prouvant que les fonds ont été utilisés pour la mise en œuvre du projet.** Dans le même temps, tout solde non utilisé doit être retourné à l'UNESCO. Les dépenses pour lesquelles les justificatifs ne sont pas fournis comme indiqué dans le présent manuel devront être remboursées par le demandeur, sur demande de l'UNESCO, dans la monnaie dans laquelle les sommes ont été versées.

Un formulaire destiné à la soumission de l'état financier (AD:006) est fourni dans la section Modèles de documents du présent Manuel.

Le Secrétariat de la Convention adressera une notification au demandeur, si possible dans un délai de 10 jours ouvrables après réception et vérification de tous les documents requis. Le projet sera alors considéré comme achevé.

Absence d'états financiers et/ou de rapports d'évaluation

Aucune nouvelle contribution financière ne sera versée tant que le demandeur n'aura pas achevé le projet initial. L'approbation de nouveaux projets ne pourra être envisagée que lorsque que le Secrétariat de la Convention aura reçu un état financier détaillé et certifié accompagné des pièces justificatives et un rapport d'évaluation détaillé, et adressé une confirmation écrite attestant que ce projet a été achevé.

GLOSSAIRE

AMA : l'Agence mondiale antidopage, régie par le droit suisse, créée le 10 novembre 1999.

Comité d'approbation : comité créé par la Conférence des Parties, chargé de se prononcer sur la conformité de toutes les demandes adressées au Fonds avec les règles régissant celui-ci.

Commissions nationales : les organes que les États membres peuvent avoir créés en vue d'associer au travail de l'UNESCO leurs principales instances compétentes en matière d'éducation, de science et de culture.

Convention : la Convention internationale contre le dopage dans le sport enregistrée par les Nations Unies le 6 mars 2007 sous le certificat n° 55048 en date du 15 mars 2007.

Demandeur : la ou les personne(s), l'organisation ou les organisations responsable(s) de la soumission d'une demande de financement au titre du Fonds. Dans la plupart des cas, le demandeur sera la commission nationale pour l'UNESCO de chaque État partie. À défaut de commission nationale, et dans ce cas seulement, les demandes soumises par une voie officielle désignée pourront être acceptées.

États membres : les États membres de l'UNESCO.

États parties : les États pour lesquels la Convention est en vigueur.

Fonds : le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport, créé par l'article 17 de la Convention.

Secrétariat de la Convention : le personnel investi, au sein de l'UNESCO, de la responsabilité d'ensemble de l'élaboration et de la mise en œuvre de la Convention et de l'administration du Fonds.

MODÈLES DE DOCUMENTS

Les documents suivants peuvent être téléchargés en français, en anglais ou en espagnol à partir du site antidopage de l'UNESCO :

www.unesco.org/fr/antidopage

www.unesco.org/en/antidoping

www.unesco.org/es/antidoping



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

FONDS POUR L'ÉLIMINATION DU DOPAGE DANS LE SPORT

AD:001

Projet national : Formulaire de demande

Demande n°

Veillez ne rien inscrire ici. Le Secrétariat attribuera au projet un numéro unique d'identification.

Nom de l'État partie soumettant la demande :

Conformément à l'art. 18 de la Convention, seuls les États parties peuvent prétendre à un financement.

Titre du projet :

Description :

Veillez décrire en détail en quoi consiste le projet, où il se déroulera, qui en assurera la gestion et quelles activités spécifiques seront réalisées.

Références aux priorités du Fonds :

Veillez préciser de quelle manière le projet répond à l'une des trois priorités définies par le Fonds.

Objectifs visés par le projet :

Veillez indiquer les résultats attendus du projet. Les objectifs devraient être tangibles, indiquant les mesures de performance prévues ou expliquant comment sera mesuré le succès du projet.

Groupes cibles :

Veillez indiquer sur qui le projet aura un impact (par exemple les jeunes, les athlètes et/ou le personnel d'encadrement des athlètes) et comment il est prévu de susciter l'intérêt de ces publics.

Consultations :

Veillez indiquer la liste des organisations consultées au cours de l'élaboration du projet et leur opinion sur la proposition. Dans la mesure du possible, le ministère responsable du sport, l'organisation nationale antidopage et/ou le Comité national olympique doivent être consultés.

Plan de travail détaillé :

Veillez indiquer comment le projet sera géré et quelles activités seront entreprises (qui-fait-quoi-comment-où-quand).

Impact et suivi :

Veillez décrire l'impact du projet et quelles activités de suivi sont prévues pour favoriser la continuité du projet.

Communication et visibilité :

Veillez indiquer comment la visibilité du projet et du Fonds sera assurée (relations avec les médias, médias sociaux et site Web, etc).

Calendrier

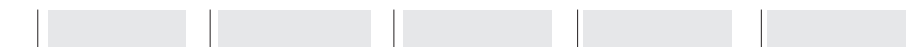
Veillez indiquer toutes les dates et jalons principaux.

Les « Produits livrables » sont tous les éléments élaborés au cours du projet, notamment le matériel et les ressources pédagogiques, les rapports, documents, conférences et réunions.

Début _____

Fin _____

Dates ou jalons principaux



Produits livrables

Financement sollicité de l'UNESCO : ----->

Veillez indiquer le budget du projet, en décrivant tous les éléments nécessaires et leur coût. Au terme du projet, tous les documents justificatifs et toutes les factures doivent être fournis à l'UNESCO.

Veillez noter que lorsque les frais de réception ne sont pas pris en charge, les indemnités journalières ne peuvent dépasser 100 dollars des États-Unis par jour.

Élément ⁵	Description détaillée	Coût en dollars des États-Unis
Consultants		
Voyages		
Production de documents		
Contrats		
Communications		
Fournitures de bureau		
Location d'équipement ou de mobilier		
Location de salles de réunion ou de conférence		
Frais de réception		
Divers		
BUDGET TOTAL		

Veillez noter que les frais de réception ne peuvent dépasser 10 % du total demandé.

Pour les projets d'envergure nationale, le montant maximal des demandes est fixé à 20 000 dollars des États-Unis.

Contribution du demandeur au projet : ----->

Les États parties doivent apporter au projet une contribution raisonnable, financière et/ou non financière.

Contributions non financières :

Contributions financières :

Élément	Description	Coût en dollars des États-Unis
TOTAL DES CONTRIBUTIONS		

Quel est le budget total du projet ? **dollars des États-Unis** _____

⁵ Il s'agit là d'exemples d'éléments possibles. Des éléments peuvent être ajoutés ou supprimés en fonction des besoins.

Quel est le budget total du projet ? _____ dollars des États-Unis

D'autres sources de financement sont-elles prévues ? ----->

Veillez indiquer la liste de tous les autres partenaires ou contributions (avec les montants en dollars des États-Unis).

Quel est le financement sollicité du Fonds ? _____ dollars des États-Unis

----->

Maximum : 20 000 dollars des États-Unis

Demandeur : Organisation formulant la demande ----->

Le contrat qui permettra le transfert des fonds sera établi avec l'Organisation désignée comme demandeur.

L'organisation formulant la demande est la commission nationale pour l'UNESCO ou une autorité gouvernementale

Nom de l'organisation : _____

Adresse physique : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

Courrier électronique : _____ Site Web : _____

Organisation responsable de l'exécution du projet

Organisation : _____

Adresse physique : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

Courrier électronique : _____ Site Web : _____

L'État partie a-t-il soumis un (des) projet(s) en 2016-2017 ? Oui Non

----->

Trois demandes au maximum seront acceptées par exercice biennal.

Si oui, titre _____

et numéro de demande

Si oui, titre _____

et numéro de demande

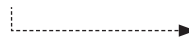
Si plusieurs projets sont soumis simultanément, quel est le rang de priorité de ce projet par rapport au(x) projet(s) cité(s) ci-dessus ?

1 2 3

L'État partie a-t-il déjà achevé des projets dans le cadre du Fonds ? Oui Non

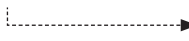
Si oui, indiquer les dates de transmission à l'UNESCO des éléments suivants :

Un état financier détaillé et signé : _____



Accompagné de tous les justificatifs et factures.

Un rapport d'évaluation détaillé : _____



Ce rapport doit évaluer les résultats de l'activité financée et les produits obtenus.

Le demandeur s'engage à soumettre un rapport d'évaluation concernant l'exécution du projet ainsi qu'un état financier signé à l'issue du projet Oui



Noubliez pas de cocher la case.

Date _____ Cachet et signature _____

Nom complet et titre



Signature du Secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO ou du représentant habilité du gouvernement (Ministère).



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

FONDS POUR L'ÉLIMINATION DU DOPAGE DANS LE SPORT

AD:002A

Projet régional : Formulaire de demande⁶

Demande n°

Veillez ne rien inscrire ici. Le Secrétariat attribuera au projet un numéro unique d'identification.

Nom de l'État partie soumettant la demande :

Conformément à l'art. 18 de la Convention, seuls les États parties peuvent prétendre à un financement.

Nom de tous les États membres participant au projet :

Titre du projet :

Description :

Veillez décrire en détail en quoi consiste le projet, où il se déroulera, qui en assurera la gestion et quelles activités spécifiques seront réalisées.

Références aux priorités du Fonds :

Veillez indiquer de quelle manière le projet répond à l'une des trois priorités définies par le Fonds.

⁶ Ce formulaire doit être utilisé pour tous les projets sous-régionaux, interrégionaux ou régionaux.

Objectifs visés par le projet :

Veillez indiquer les résultats attendus du projet. Les objectifs devraient être tangibles, indiquant les mesures de performance prévues ou expliquant comment sera mesuré le succès du projet.

Renforcement des capacités :

Veillez expliquer comment le projet renforcera les capacités de l'antidopage dans la région (par exemple grâce au partage des connaissances, à la formation ou au renforcement institutionnel)

Consultations :

Veillez indiquer la liste des organisations consultées au cours de l'élaboration du projet. Joindre au moins trois lettres de soutien de la part des gouvernements concernés par le projet (Formulaire AD:002B). Dans la mesure du possible, les organisations régionales antidopage et l'AMA doivent également être consultées.

Plan de travail détaillé :

Veillez indiquer comment le projet sera géré et quelles activités seront entreprises (qui-fait-quoi-comment-ou-quand).

Impact et suivi>

Veillez décrire l'impact du projet et quelles activités de suivi sont prévues pour favoriser la continuité du projet.

Communication et visibilité :>

Veillez indiquer comment la visibilité du projet et du Fonds sera assurée (relations avec les médias, médias sociaux, site Web, etc.).

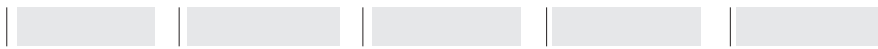
Calendrier>

Veillez indiquer toutes les dates et jalons principaux.

Les « produits livrables » sont tous les éléments élaborés au cours du projet, notamment le matériel et les ressources pédagogiques, les rapports, documents, conférences et réunions.

Début _____ **Fin** _____

Dates ou jalons principaux



Produits livrables

Financement sollicité de l'UNESCO ----->

Veillez indiquer le budget du projet, en décrivant tous les éléments nécessaires et leur coût. Au terme du projet, tous les documents justificatifs et toutes les factures doivent être fournis à l'UNESCO.

Veillez noter que lorsque les frais de réception ne sont pas pris en charge, les indemnités journalières ne peuvent dépasser 100 dollars des États-Unis par jour.

Élément ⁷	Description détaillée	Coût en dollars des États-Unis
Consultants		
Voyages		
Production de documents		
Contrats		
Communications		
Fournitures de bureau		
Location d'équipement ou de mobilier		
Location de salles de réunion ou de conférence		
Frais de réception		
Divers		
BUDGET TOTAL		

Veillez noter que les frais de réception ne peuvent dépasser 10 % du total demandé.

Pour les projets d'envergure régionale, le montant maximal pour les demandes est fixé à 50 000 dollars des États-Unis.

Contribution du demandeur au projet : ----->

Les États parties doivent apporter au projet une contribution raisonnable, financière et/ou non financière.

Contributions non financières :

Contributions financières :

Élément	Description	Coût en dollars des États-Unis
TOTAL DES CONTRIBUTIONS		

⁷ Il s'agit là d'exemples d'éléments possibles. Des éléments peuvent être ajoutés ou supprimés en fonction des besoins.

Demandeur : Organisation formulant la demande -----▶

Le contrat qui permettra le transfert des fonds sera établi avec l'Organisation désignée comme demandeur.

L'organisation formulant la demande est la commission nationale pour l'UNESCO ou une autorité gouvernementale

Nom de l'organisation : _____

Adresse physique : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

Courrier électronique : _____ Site Web : _____

Organisation responsable de l'exécution du projet

Organisation: _____

Adresse physique : _____

Adresse postale : _____

Téléphone : _____ Télécopie : _____

Courrier électronique : _____ Site Web : _____

L'État partie a-t-il soumis un (des) projet(s) en 2016-2017 ? **Oui** **Non**

Trois demandes au maximum seront acceptées par exercice biennal.

Si oui, titre _____

et numéro de demande

Si oui, titre _____

et numéro de demande

Si plusieurs projets sont soumis simultanément, quel est le rang de priorité de ce projet par rapport au(x) projet(s) cité(s) ci-dessus ?

1 2 3

Veillez cocher la case correspondante.

L'État partie a-t-il déjà achevé des projets dans le cadre du Fonds ? **Oui** **Non**

Si oui, indiquer les dates de transmission à l'UNESCO des éléments suivants :

Un état financier détaillé et signé : _____



Accompagné de tous les documents justificatifs et factures.

Un rapport d'évaluation détaillé : _____



Ce rapport doit évaluer les résultats de l'activité financée et les produits obtenus.

Le demandeur s'engage à soumettre un rapport d'évaluation concernant l'exécution du projet ainsi qu'un état financier signé à l'issue du projet **Oui**



N'oubliez pas de cocher la case.

Date _____ Cachet et signature _____

Nom complet et titre



Signature du Secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO ou du représentant habilité du gouvernement (Ministère).



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

FONDS POUR L'ÉLIMINATION DU DOPAGE DANS LE SPORT

AD:002B

Projet régional : Lettre de soutien⁸

Demande n°

Veillez ne rien inscrire ici.

Titre du projet :

Nom de l'État partie soumettant la lettre de soutien :

Veillez indiquer le nom de l'État partie signant la lettre de soutien.

Nom de l'État partie soumettant la demande :

Veillez indiquer le nom de l'État partie présentant la demande au Fonds.

Soutien au projet :

Veillez indiquer la nature et les raisons de votre soutien au projet, ainsi que l'impact attendu dans votre pays.

Contribution au projet :

Veillez indiquer les contributions que votre gouvernement apportera au projet.

Contribution non financière :

Contribution financière :

Élément	Description	Coût en dollars des États-Unis
CONTRIBUTION TOTALE		

Date _____ Cachet et signature _____

Signature du représentant habilité du gouvernement.

⁸ Ce formulaire doit être utilisé pour tous les projets sous-régionaux, interrégionaux ou régionaux.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

FONDS POUR L'ÉLIMINATION DU DOPAGE DANS LE SPORT

AD:003

Rapport d'évaluation

Tous les rapports doivent être établis en fonction des demandes approuvées (objectifs, activités, groupes cibles, produits livrables, budget, etc.).

Demande n°

Veillez utiliser le numéro d'identification fourni par le Secrétariat.

Titre du projet :

Activités :

Veillez citer toutes les activités qui ont été mises en œuvre tout au long du projet en vue d'atteindre les objectifs approuvés.

Réalisations :

Veillez exposer l'impact sur les groupes cibles identifiés dans la proposition de projet. Veillez également indiquer le nombre de personnes impliquées dans le projet.

Groupes cibles :

Veillez exposer l'impact sur les groupes cibles identifiés dans la proposition de projet. Veillez également indiquer le nombre de personnes impliquées dans le projet.

Meilleure compréhension des questions relatives à l'antidopage :

Veillez indiquer comment le projet a contribué à une meilleure compréhension de l'antidopage ou à une meilleure sensibilisation à ces questions.

Problèmes rencontrés ou enseignements tirés du projet :

Veillez indiquer tous les problèmes inattendus qui ont pu se poser durant le projet et la manière dont ils ont été gérés.

Coopération avec d'autres organisations ou sources de financement :

Veillez indiquer toute coopération interinstitutions et toute autre contribution financière intervenues au cours de l'exécution du projet.

Autres commentaires :

Activités de suivi :

Veillez indiquer les activités ultérieures prévues pour renforcer le projet ou pour résoudre d'éventuels problèmes.

Veillez **fournir toute la documentation pertinente** (documents de projet, rapports de réunions, publications, cédéroms, coupures de presse, photos, vidéos, etc.).

Date _____ Cachet et signature _____

Signature du Secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO ou du représentant habilité du gouvernement (pour les États parties ne possédant pas de Commission nationale).

État financier

Demande n°

→ Veuillez utiliser le numéro d'identification fourni par le Secrétariat.

Titre du projet :

Je, soussigné, certifie que la contribution financière de _____ dollars des États-Unis approuvée pour le projet ci-dessus (cf. contrat) et partiellement reçue de l'UNESCO a été **entièrement dépensée** **partiellement dépensée** comme suit, conformément aux fins en vue desquelles elle a été accordée :

Élément	Description	Coût en monnaie locale	Coût en dollars des États-Unis
Consultants			
Voyages			
Production de documents			
Contrats			
Communications			
Fournitures de bureau			
Location d'équipement ou de mobilier			
Location de salles de réunion ou de conférence			
Frais de réception			
Divers			
TOTAL DES DÉPENSES			
CONTRIBUTION DE L'UNESCO APPROUVÉE POUR LE PROJET (cf. contrat)			
SOLDE NON DÉPENSÉ			

Je joins à ce document **toutes les pièces justificatives** (reçus, contrats, factures) relatives à l'utilisation qui a été faite de cette contribution financière.

Date _____ Cachet et signature _____ Cachet et signature _____

← Du responsable financier.

→ Signature du Secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO ou du représentant habilité du gouvernement (Ministère).



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

FONDS POUR L'ÉLIMINATION DU DOPAGE DANS LE SPORT

AD:005

Rapport d'exécution intérimaire

Veuillez noter que le rapport intérimaire n'est à utiliser qu'à titre exceptionnel.

Demande n°

Titre du projet :

Activités entreprises :

Réalisations :

Problèmes rencontrés ou enseignements tirés :

Prochaines étapes dans la mise en œuvre du projet :

Coopération avec d'autres organisations ou sources de financement :

Autres commentaires :

Date _____ Cachet et signature _____

ANNEXE 1 : RÉOLUTION 1 CP/7

RÉSOLUTION 1 CP/7

La Conférence des Parties,

1. *Ayant examiné* le document ICDS/1CP/Doc.6,
2. *Reconnaissant* que l'élimination du dopage dans le sport dépend de la mise en place d'un réseau d'autorités nationales compétentes dans le monde entier ayant les capacités requises pour mettre en œuvre des programmes efficaces de lutte contre le dopage,
3. *Prend acte* de la constitution d'un compte spécial pour l'administration du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport,
4. *Prend acte* de ce que l'Agence mondiale antidopage, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations ont d'excellents projets dans plusieurs domaines relevant du Fonds de contributions volontaires et souhaite assurer la complémentarité avec ces projets tout en évitant les doubles emplois,
5. *Convient* que l'administration du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport est régie par les principes et procédures ci-après :
 - Une aide ne peut être accordée qu'aux États parties à la Convention et par la Conférence des Parties afin de financer, sur la base d'un minimum, le fonctionnement de la Convention et les programmes d'éducation antidopage élaborés par l'UNESCO.
 - Les demandes d'aide sont soumises au Directeur général de l'UNESCO par les États parties, par l'intermédiaire de leur Commission nationale ou, à défaut, par la voie officielle désignée.
 - Les projets entrepris par le Secrétariat doivent être préalablement approuvés par la Conférence des Parties.
 - Chaque demande présentée par un État partie ne doit pas dépasser 10 000 dollars pour un projet de portée nationale.
 - Chaque demande présentée par un État partie pour un projet sous-régional, interrégional ou régional ne doit pas dépasser 25 000 dollars.
 - Les demandes feront l'objet d'un paiement anticipé qui sera subordonné à la réception d'un plan de travail détaillé faisant apparaître le coût de chaque élément constitutif de la contribution.
 - Les demandes doivent répondre obligatoirement à quatre conditions préalables – que les États parties s'engagent à respecter :
 - (i) assumer la responsabilité financière et administrative de la mise en œuvre du projet ;
 - (ii) dans le cas d'une contribution financière, présenter au Directeur général, une fois le projet terminé, un état financier détaillé et certifié, accompagné des pièces justificatives (factures) attestant que les fonds alloués ont été utilisés pour l'exécution du projet et rembourser à l'UNESCO tout solde non dépensé ;
 - (iii) apporter une contribution raisonnable, financière ou non (par exemple sous forme de

ressources humaines, d'équipement, d'espace de bureau), pour tout projet national, local, interrégional ou régional soumis ;

- (iv) fournir obligatoirement un rapport d'évaluation détaillé sur les résultats des activités financées et sur les produits obtenus.
- Aucune nouvelle contribution financière ne sera versée au demandeur tant que celui-ci n'aura pas remis tous les rapports financiers et d'évaluation concernant des projets préalablement approuvés et pour lesquels des paiements ont été effectués.
 - Chaque État partie peut présenter trois demandes au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Ces demandes sont numérotées selon l'ordre de priorité établi par la Commission nationale et qui ne peut être modifié que par une lettre officielle adressée par celle-ci ou, à défaut, par la voie officielle désignée.
 - Le Directeur général accorde la priorité aux projets émanant des États parties les moins avancés ou des pays à faible revenu au sens défini par le Comité des politiques de développement du Conseil économique et social des Nations Unies, ou aux projets qui renforcent les capacités desdits États parties.
 - Une liste des projets devant être financés par le compte spécial sera établie par le Secrétariat. Ce dernier est également chargé d'allouer les contributions financières, de recevoir l'état détaillé des activités exécutées, de vérifier que les fonds ont été utilisés pour la mise en œuvre du projet et d'examiner le rapport d'évaluation du projet,
6. *Approuve* l'allocation aux États parties de ressources du Fonds de contributions volontaires, sous réserve des montants disponibles, pour fournir une assistance dans les domaines suivants : (1) Projets d'éducation axés sur les jeunes et les organisations sportives ; (2) Aide à la formulation de politiques ; (3) Programmes de tutorat ou de renforcement des capacités. Ces priorités resteront en vigueur jusqu'à la prochaine session ordinaire de la Conférence des Parties. L'allocation de ressources du Fonds de contributions volontaires à ces priorités sera régie par la règle suivante : une moitié pour l'éducation et le reste réparti entre l'aide à la formulation de politiques et le renforcement des capacités;
7. *Demande* au Secrétariat de mettre au point les principes et procédures susmentionnés régissant l'administration du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport et de préparer des formulaires de présentation des demandes et des modèles de documents;
8. *Approuve* le financement, sous réserve des ressources disponibles, de l'élaboration par le Secrétariat de programmes d'éducation antidopage, conformément au paragraphe 5, alinéa 1, ci-dessus;
9. *Demande* au Secrétariat de faire annuellement rapport par écrit aux États parties sur les demandes d'assistance reçues et les projets soutenus, en indiquant les résultats obtenus et en présentant un état détaillé et certifié faisant apparaître les dépenses effectuées dans les différents domaines prioritaires identifiés au paragraphe 6 ci-dessus;
10. *Demande* au Secrétariat de préparer, en vue de son examen à la prochaine session ordinaire de la Conférence des Parties, un rapport sur le fonctionnement du Fonds de contributions volontaires et les options possibles pour ce qui concerne les principes, les procédures et l'allocation prioritaire de ressources ci-dessus mentionnés.

ANNEXE 2 : RÉOLUTION 2 CP/4.3

RÉSOLUTION 2 CP/4.3

La Conférence des Parties,

1. *Ayant examiné* le document ICDS/2CP/Doc.6,
2. *Reconnaissant* que l'élimination du dopage dans le sport dépend de la mise en place dans le monde entier d'un réseau d'autorités nationales compétentes ayant les capacités requises pour mettre en œuvre des programmes efficaces de lutte contre le dopage,
3. *Convient* de conserver les trois domaines prioritaires du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport, à savoir : (1) les projets d'éducation axés sur les jeunes et les organisations sportives, (2) l'aide à la formulation de politiques et (3) les programmes de tutorat ou de renforcement des capacités. Ces priorités resteront en vigueur jusqu'à la prochaine session ordinaire de la Conférence des Parties. L'affectation de ressources à ces priorités sera soumise à la règle suivante : une moitié pour l'éducation et le restant réparti entre l'aide à la formulation de politiques et le renforcement des capacités,
4. *Convient* que l'administration du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport est régie par les principes et procédures ci-après :
 - Chaque demande présentée par un État partie ne doit pas dépasser 20 000 dollars pour un projet de portée nationale.
 - Chaque demande présentée par un État partie pour un projet sous-régional, interrégional ou régional ne doit pas dépasser 50 000 dollars.
 - Les demandes d'aide sont soumises au Directeur général de l'UNESCO par les États parties, par l'intermédiaire de leur Commission nationale ou par la voie officielle désignée.
 - Les projets entrepris par le Secrétariat doivent être approuvés par le Comité d'approbation,
5. *Convient* d'établir le Comité d'approbation susmentionné, qui sera chargé de contrôler l'affectation des ressources du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport, comme suit :
 - six représentants des États parties élus par la Conférence des Parties sur la base d'une représentation géographique équitable pour un mandat courant jusqu'à la prochaine session ordinaire de la Conférence. Les États parties sont encouragés à désigner des représentants ayant une expérience et des connaissances reconnues en la matière ;
6. *Prie* le Comité d'approbation d'inviter, en qualité de consultants sans droit de vote, un représentant de l'AMA, un représentant du Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, un représentant du Secteur de l'éducation de l'UNESCO et un représentant du Secteur des relations extérieures et de la coopération de l'UNESCO ;

7. *Demande* au Comité d'approbation de limiter le plus possible ses coûts de fonctionnement, lesquels seront pris en charge par le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport ;
8. *Demande* au Secrétariat de réviser le Manuel du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport de manière à y incorporer les décisions susmentionnées ;
9. *Demande* au Secrétariat de diffuser largement auprès des États parties les informations relatives au règlement régissant le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport et de faciliter le processus de soumission des demandes ;
10. *Demande* au Comité d'approbation de préparer un rapport sur le fonctionnement du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport et des options concernant les priorités en matière d'affectation des ressources, en s'inspirant des résultats du système de suivi et d'autres informations pertinentes, en vue de son examen à la prochaine session ordinaire de la Conférence des Parties.

ANNEXE 3 : RÉOLUTION 3 CP/6.3

RÉSOLUTION 3 CP/6.3

La Conférence des Parties,

1. *Ayant examiné* les documents ICDS/3CP/Doc.6 et ICDS/3CP/Doc.7,
2. *Prend note* des recommandations formulées par le Comité d'approbation concernant les principes et procédures régissant l'affectation des ressources du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport ;
3. *Convient* que les principes et procédures régissant l'administration du Fonds, tels que définis par la Conférence des Parties dans ses résolutions 1 CP/7 et 2 CP/4.3, doivent être modifiés comme suit :
 - Le versement des montants approuvés en faveur des États parties adressant des demandes au Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport ne peut être effectué que pour les États parties qui ont soumis un rapport national en vertu de l'article 31 de la Convention.
 - Les demandes doivent répondre obligatoirement à cinq conditions préalables – que les États parties s'engagent à respecter :
 - (iii bis) veiller à ce que les montants alloués pour les frais de réception en tant que coûts directs pour chaque projet ne dépassent pas 10 % de la contribution financière totale fournie par l'UNESCO ;
4. *Approuve* l'utilisation des ressources du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport pour la création d'un poste P-1/P-2, pour l'exercice 2012-2013, poste dont le titulaire sera chargé d'administrer le Fonds et d'appuyer la mise en œuvre de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, étant entendu que cette décision sera réexaminée par la Conférence des Parties à sa quatrième session ;
5. *Demande* au Secrétariat de réviser le Manuel du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport de manière à y incorporer les décisions ci-dessus.

ANNEXE 4 : RÉSOLUTION 5CP/7

La Conférence des Parties,

1. *Ayant examiné* les documents ICDS/5CP/Doc.6 et ICDS/5CP/Doc.7,
2. *Prend note* des recommandations formulées par le Comité d'approbation en ce qui concerne les principes et procédures qui régissent l'affectation des ressources du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport ;
3. *Convient* que les principes et procédures qui régissent l'administration du Fonds, tels que définis par la Conférence des Parties dans ses résolutions 1CP/7, 2CP/4.3 et 3CP/6.3, doivent être modifiés comme suit :

Restrictions à l'utilisation des fonds alloués à des projets nationaux et régionaux :

Lorsque les frais de représentation ne sont pas pris en charge, les indemnités journalières ne devraient pas dépasser 100 dollars des États-Unis par jour dans les budgets détaillés soumis par les États Parties ;

4. *Prie* le Secrétariat de réviser le Manuel du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport de manière à y incorporer la décision ci-dessus ;
5. *Autorise* à utiliser le Fonds pour proroger de deux ans (2016-2017) son Secrétariat (fonctionnaires de classes P-3 et G-4) afin d'accompagner son développement, son impact et sa visibilité croissants, étant entendu que cette décision sera réexaminée à la sixième session de la Conférence des Parties ;
6. *Approuve* le plan d'utilisation des ressources du Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport pour la période 2016-2017.

Antidopage

Pour un sport plus sain